

Aujourd'hui encore :



9%

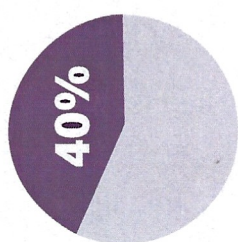
des viols ou tentatives de viols
ont lieu au travail.



des salariées ont déjà été harcelées
ou agressées sexuellement
sur leur lieu de travail.

70%

de ces victimes de violences
au travail déclarent n'en avoir
jamais parlé à leur employeur.



*Pour celles qui parlent,
c'est souvent la double peine :*

40% estiment qu'après avoir parlé,
la situation s'est réglée en leur
défaveur, par une mobilité forcée
voire un licenciement

**272 400
victimes**

On recense 272 400 victimes
de violences commises
par leur partenaire
ou ex-partenaire

**3 femmes
/ jour**

En France, 3 femmes victimes
de féminicide ou de tentative
de féminicide par jour !^[1]

Avec la CGT, on revendique :

- L'obligation annuelle d'une campagne de sensibilisation sur les violences sexistes et sexuelles auprès de l'ensemble des salarié·es sur leur temps et lieu de travail.
- Le respect de l'obligation de l'employeur pour avoir un plan de prévention sur les violences sexistes et sexuelles et un document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) genré.
- L'obligation de mise en place de dispositifs de prévention spécifiques pour les travailleuses et travailleurs les plus vulnérables et notamment les jeunes, les précaires, les apprenties, les personnes LGBTI+, les travailleuses de nuit ou en milieu non mixte...
- Des droits pour protéger les victimes de violences conjugales : abrogation des jours de carence en cas d'arrêt maladie, interdiction de licenciement, droit à absences rémunérées pour faire ses démarches, droit à la mobilité géographique et fonctionnelle.
- Des droits pour que les victimes de violences sexistes et sexuelles travaillant dans des entreprises sans représentant·e du personnel puissent être défendues et accompagnées par un syndicat face à leur employeur.
- L'obligation de négociation d'un chapitre sur les violences sexistes et sexuelles au travail dans les accords égalités.